

S O M M A I R E

Éditoriaux 141

ESPACE VITAL ET FAMILLE — POUR UN ORDRE NOUVEAU — AUJOURD'HUI, HIER ET DEMAIN — SIMPLER RÉFLEXIONS.

Articles

LA BEAUHARNOIS: ENTREPRISE EXCELLENTE Ernest ROBITAILLE 143

LA PLACE DE LA POLOGNE DANS LE MONDE CHRÉTIEN . . . Oskar HALECKI 146

SYNDICALISME ET ACTION CATHOLIQUE . . J.-B. GINGRAS 149

EN CAUSANT AVEC BRÜNING Émile BOUVIER 150

LA COOPÉRATION PAR L'ÉDUCATION DES ADULTES . Léon LEBEL 152

Commentaires 154

Le mouvement « The Sword of the Spirit » — Logement et famille nombreuse — Ralliement des « Nouveaux Canadiens » catholiques — Orientation et baseball — Congrès de prédicateurs — Notre Dame des Nations.

Chroniques

RETOUR D'AMÉRIQUE LATINE . L. LALANDE 156

AGRONOMES ET CORPORATISME . H.-C. BOIS 158

L'ENSEIGNEMENT SOCIAL DANS LA C.T.C.C. . J.-d'Auteuil RICHARD 160

UNE EXPOSITION D'URBANISME Marcel PARIZEAU 162

L'ASSOCIATION DE LA CROIX DE LORRAINE . . . Albert PLANTE 163

HORIZON INTERNATIONAL 164
Cuba — Mexique — États-Unis — Colombie — Espagne — Pologne.

CINÉMA Jean VALLERAND 166
THE GREAT LIE — KNOCK — SO ENDS OUR NIGHT.

Livres récents 167

Rapport 1939-1940 de la Société canadienne d'Histoire de l'Église catholique Léon POULIOT

La Vie de l'Esprit au Canada français . P. L'ALLIER
Hasard et Moi Robert BERNIER

Relations

1ère année, No 6

Ecole Sociale Populaire, Montréal

Juin 1941

É D I T O R I A U X

Espace vital et famille

L'ENCYCLIQUE INAUGURALE *Summi Pontificatus*, l'encyclique *Sertum Laetitiae* adressée à l'épiscopat des États-Unis, les nombreuses et délicates allocutions sur le mariage données au cours des audiences pour jeunes ménages, ont déjà valu à S. S. Pie XII le titre de Pape de la famille, tant l'insistance est particulière et profonde la sollicitude. Aussi quand le cinquantenaire de *Rerum Novarum* lui donne l'occasion de parler à Radio-Vatican, il réaffirme contre les empiètements de l'État les droits et les devoirs de la famille, en laquelle « une nation trouve la racine naturelle et féconde de sa grandeur et de sa puissance ». Il y pose la question fondamentale et actuelle: « Si aujourd'hui le concept de la création d'espaces vitaux est le pivot des buts politiques et sociaux, pourquoi ne penserait-on pas, avant tout, à l'espace vital de la famille, pour la libérer de sa condition actuelle, qui ne lui permet même pas de formuler l'idée d'un foyer bien à elle? »

Un foyer bien à elle, voilà l'espace vital fondamental que toute politique humaine, même celle de guerre, ne devrait pas perdre de vue. L'incidence des taxes indirectes, l'exemption trop peu généreuse pour charge d'enfants et le rappel des clauses les plus libérales dans la loi du logement constituent autant d'oublis graves de ces fins de guerre. La devise des Romains qui combattaient *pro aris et focis*, pour l'autel et le foyer, devrait nous enseigner la sagesse. Le sens religieux et le sens familial sont des moteurs d'énergie, d'énergie guerrière aussi bien; les mesures législatives qui favorisent l'accès à la petite propriété et combattent l'immoralité nous acheminent efficacement vers la victoire. Si les prolétaires du Québec et d'ailleurs avaient l'impression bien nette que s'ils n'ont pas eu l'espace vital nécessaire à leurs familles, ils l'auront sûrement dans l'après-guerre, avec combien plus d'entrain ne vraient-ils pas partir, à défaut d'argent qu'ils n'ont pas, les enfants de leur cœur pour défendre un pays enfin reconnaissant aux pères et mères de famille!

Pour un ordre nouveau

LA lettre pastorale collective que l'épiscopat de la province de Québec vient de publier constitue un événement important. Elle manifeste l'intérêt que l'Église du Canada, fidèle aux enseignements du Saint-Siège, porte à la restauration de l'ordre social et tout particulièrement au relèvement du prolétariat. Elle trace surtout un programme d'action constructive dont devraient s'inspirer les catholiques soucieux du bien-être de leur pays.

Le temps est venu d'oublier, sur les problèmes essentiels, les divisions de parti et d'unir toutes les forces saines dans un vigoureux effort de reconstruction sociale. Il fallait un programme qui ne fût pas l'affaire d'un groupe politique plutôt que d'un autre. Les évêques nous donnent les grandes lignes de ce programme. Ils entrent même sur quelques points plus importants dans des détails et des précisions d'une grande opportunité. Aux laïcs maintenant d'exploiter cette riche mine et d'en tirer les matériaux de l'ordre nouveau canadien.

La première chose à entreprendre, c'est de diffuser cette Lettre, de la faire pénétrer dans le plus grand nombre de foyers possible, d'amener nos hommes publics, nos chefs d'associations professionnelles, nos éducateurs, à la lire et à la méditer.

L'École Sociale Populaire a déjà publié ce document dans sa collection de brochures mensuelles. L'Action catholique de Québec en a aussi fait une édition à bon marché.

Ce n'est pas tout. Il faudrait faciliter, organiser même l'étude de ce texte, riche de doctrine, d'observations judicieuses, d'applications pratiques. Il faudrait aussi en favoriser l'explication au peuple, en préparer un commentaire approprié. La Lettre est simple et claire. On a voulu qu'elle fût à la portée de tous. Il a fallu par ailleurs ramasser en quelques lignes des vérités susceptibles d'amples développements, se contenter d'énumérer des œuvres, alors qu'on aurait pu exposer leur nature et leurs avantages, et ainsi du reste.

NOS COLLABORATEURS

M. Ernest ROBITAILLE, comptable public licencié, s'est intéressé de très près au problème de l'électricité dans la province avant comme après l'enquête Lapointe où il apporté un témoignage remarquable.— L'article de M. Oskar HALECKI, professeur d'histoire à l'université de Varsovie et président de l'Association Koseciusko, prolonge le souvenir qu'ont laissé au Canada français ses émouvantes conférences de savant et de chrétien.— M. l'abbé Jules-Bernard GINGRAS est l'aumônier général de la Jeunesse Technique Catholique (J.T.C.).— Le Père Emile BOUVIER, S.J., étudie actuellement la science économique à la *School of Public Administration* de Harvard.— L'idée coopérative ne connaît pas de plus original et plus zélé propagandiste que le P. Léon LEBEL, S.J., aumônier général de l'Union Catholique des Cultivateurs (U.C.C.).— Un récent voyage d'affaires a permis à M. Léon LALANDE, avocat, secrétaire de la section de Montréal du *Canadian Institute for International Affairs*, de prendre un contact rapide par avion avec l'Amérique du Sud.— M. Henri-C. BOIS, président de la Corporation des Agronomes, consacre ses efforts depuis longtemps aux problèmes professionnels et techniques de la classe agricole.— Après des années d'études pratiques et théoriques en Europe sur le syndicalisme et le corporatisme, le P. J.-d'Auteuil RICHARD, S.J., est devenu le directeur de RELATIONS.— M. Marcel PARIZEAU, architecte, ancien élève de l'École des Beaux-Arts de Paris, est membre de la Commission d'Urbanisme de la ville de Montréal.— Des séjours dans divers sanatoria de la province ont permis au P. Albert PLANTE, S.J., de se rendre compte des problèmes moraux et psychologiques que pose la tuberculose.

RELATIONS

REVUE DU MOIS

Directeur: Jean-d'Auteuil RICHARD
Rédacteurs: Joseph-Papin ARCHAMBAULT
Joseph-H. LEDIT, Jacques COUSINEAU
Administrateur: Albert BELLEMARE

PRIX DE L'ABONNEMENT: \$2.00 par année

A l'étranger: \$2.50. Pour les étudiants: \$1.50

L'abonnement commence en janvier, avril, juillet et octobre

Publiée par
L'ÉCOLE SOCIALE POPULAIRE

Centre de documentation, d'information et d'action sociale,
sous la direction des Pères de la Compagnie de Jésus.

Directeur: Joseph-Papin ARCHAMBAULT

ÉCOLE SOCIALE POPULAIRE

1961, rue Rachel est - Tél.: FR. 1189
MONTRÉAL CANADA

JUIN 1941

L'École Sociale Populaire veut contribuer pour sa part à la diffusion et à l'étude de cet important document. Elle en fera la matière des cours qui seront donnés cet été à son École de formation sociale. Elle est prête à organiser sur ce sujet des soirées et des journées sociales. Elle prépare des plans détaillés pour les cercles d'études. Bref, elle s'emploiera à aider tous ceux qui veulent mieux comprendre cet enseignement et le faire pénétrer dans nos institutions et nos lois.

Aujourd'hui, hier et demain

DEPUIS l'entrée en guerre de la Grande-Bretagne, suivie bientôt de la nôtre, nos gouvernants donnent le spectacle d'une activité débordante, omniprésente. En moins de deux ans, elle a entraîné un pays anémié par une longue crise à fournir un effort de guerre formidable. La preuve en est écrite en chiffres irrécusables dans le dernier budget de guerre présenté le 29 avril dernier par le ministre des Finances: \$1,450,000,000 ! Cet effort, qui classe le Canada d'emblée en première place après la Grande Bretagne parmi les nations du Commonwealth pour leur contribution à la défense de l'Empire, a été dûment constaté et admiré par les plus hautes autorités britanniques et américaines. Le Canadien peut, à bon droit, y voir un gage de victoire.

Cependant devant cette activité, il ne peut pas ne pas se rappeler, avec une pointe au cœur, l'espèce de paralysie, qui naguère au temps de la crise, semblait avoir frappé tous ses dirigeants. La situation était pourtant grave. La dignité de la personne humaine et de la famille était en péril chez des centaines de milliers de Canadiens. L'ennemi alors n'était pas Hitler et ses soldats, ni sa doctrine païenne, c'était la misère sans issue, le chômage généralisé, l'esclavage du prolétaire, avec leur accompagnement sourd de jalousie, de haine et de révolte. Les bases de la civilisation étaient minées chez nous, sous nos propres yeux. Les dénonciations les plus précises de situations intolérables ou d'abus innommables, faites jusque sur le parquet de la Chambre ou consignées dans les rapports d'enquêtes royales, restaient sans écho. Nos gouvernants, aujourd'hui si ingénieux à mobiliser les forces vives de la nation contre les ennemis de l'extérieur, ne surent trouver contre les ennemis du dedans que la lamentable pitance des secours directs.

L'après-guerre nous réserve des tâches immenses de réaménagement social et industriel et promet bien des batailles à gagner. Demain, le peuple ne tolérera pas que le pays retombe dans le marasme d'avant-guerre; il se tournera vers ses chefs et exigera d'eux qu'ils mettent à l'organisation de la paix la même ardeur et la même compétence qui auront assuré la victoire.

Simple réflexions

QUAND dans la presse étrangère quelque grave illettré vient répéter que le Canada français est hitlérien, ou peu s'en faut, on sait immédiatement quelle sera la réaction de la plupart des journalistes de langue anglaise. Au lieu d'expliquer à l'intrus qu'il ferait beaucoup mieux de se mêler de ses affaires, ils montent solennellement sur leur trône et mettent les Canadiens français en demeure de faire de nouvelles déclarations de loyauté.

Arrivera-t-on jamais à faire comprendre à ces gentlemen que c'est là l'attitude la plus insultante qu'ils puissent prendre vis-à-vis de leurs compatriotes de langue française? Les innombrables erreurs de psychologie commises par ces pauvres journalistes, incapables de comprendre que la mentalité canadienne catholique et latine n'est pas celle d'ulstériens orangistes, auraient depuis longtemps découragé les Canadiens français si ces derniers n'avaient pas leurs raisons à eux de travailler comme tous les autres à la victoire commune.

L'Angleterre a depuis longtemps surmonté cette mentalité de mesquineries d'un groupe envers les autres. Au début, un groupe crut qu'il ferait cette guerre à sa guise et dans ses intérêts. Cela ne prit pas. Les travailleurs, les masses laborieuses entrèrent dans le cabinet avec M. Aneurin Bevin, et il fut établi bien clairement que l'Angleterre victorieuse ne serait pas la propriété de quelques capitalistes. Les intérêts financiers sont respectables; ils ne sont pas les seuls qu'il faille défendre à l'heure de l'effort suprême.

Les catholiques ne furent pas découragés ou insultés ou mis en demeure d'affirmer leur loyauté à chaque instant. Leur initiative du *Sword of the Spirit*, qui surnaturalise merveilleusement leur effort de guerre, fut acceptée par les protestants. Le 21 décembre 1940, quand tous les chefs religieux d'Angleterre se sont mis d'accord sur les principes énoncés par Pie XII, marque une date dans l'histoire anglaise. Ainsi, tous se rendent compte que la lutte se fait pour quelque chose de généreux et d'immense. M. Churchill a eu la grandeur d'âme pour comprendre ces aspirations diverses. Il s'en est fait l'interprète et le champion. Il a donné confiance.

La menace qui pèse sur le pays et sur le monde est trop grave pour que l'on puisse se payer le luxe de divisions inutiles. Nous suggérons respectueusement à nos confrères de langue anglaise de faire un effort considérable de compréhension. Qu'ils choisissent, pour rédiger leurs articles sur le Québec (et même sur la France) *des hommes qui savent le français* et qui se font un point d'honneur d'étudier consciencieusement les points de vue canadiens-français ou français.

LA BEAUHARNOIS: ENTREPRISE EXCELLENTE

Ernest ROBITAILLE

LA BEAUHARNOIS sera donc, d'ici quelques années — le plus tôt possible espérons-nous — sous la régie d'État. Il y a lieu de nous en réjouir, car ce devrait être pour la province une entreprise excellente. Dès maintenant on peut l'établir.

Il n'est, en effet, que de nous rappeler l'expérience faite en cette voie par l'Ontario depuis plus de trente ans: les résultats sautent aux yeux.

Sait-on par exemple que l'éclairage commercial se détaille en vingt-six municipalités ontariennes de 10,000 âmes et plus au prix moyen de 1.61 cent le k. w.h., dans cinquante-sept autres, de 2,000 à 10,000 âmes, à 1.9 cent le k. w.h., enfin dans 221, de moins de 2,000 âmes, au prix moyen de 2.46 cents le k. w.h. Ce qui fait donc 304 municipalités à obtenir au taux moyen de 1.7 cent le k. w.h. l'éclairage commercial. (Cf. Bulletin de l'Hydro ontarienne, sept. 1938.) Ce sont là des prix que Montréal pourrait envier, car malgré ses 900,000 âmes, au pays même de l'électricité, à deux pas de la Beauharnois, elle paie cet éclairage au prix moyen de 2.67 cents le k. w.h.

C'est qu'ici même, ne l'oublions jamais, les taux assurent, chaque année, un revenu de \$5,825,511 à un bloc de 3,883,674 actions qui ne représentent aucune mise de fonds et gonflent d'énormes réserves pour dépréciation, jugées déjà excessives lors de l'enquête Lapointe (1934), et qui depuis se sont encore accrues. La nationalisation de la Beauharnois devrait un jour, par la concurrence, nous affranchir de ce tribut.

Qu'on ne croie pas que ces taux alléchants sont l'appât d'une gestion douteuse de l'hydro ontarienne. La progression ou la régression des actifs, passifs, dette nette, établissent la saine administration de l'entreprise. En 1913 on comptait quarante-cinq municipalités à se pourvoir à l'hydro; en 1933, elles étaient 282, en 1939, 293. (Rapport de l'Hydro ontarienne, 1939.)

Voici l'évolution de l'actif et du passif :

	ACTIF	PASSIF
1913.....	\$ 11,907,286	10,468,351
1933.....	135,703,252	49,920,753
1939.....	173,522,878	34,241,490

Et l'accélération dans les profits a été telle que, de 1933 à 1939, ce groupe de municipalités augmentait ses actifs de \$38,000,000, diminuait ses passifs de \$15,000,000, en un mot réalisait, en six ans, un bénéfice de \$53,000,000.

La dette nette elle-même par rapport à l'actif, au cours de ces mêmes six années, tombait de 21%, en sorte qu'elle ne reste plus qu'à 19.3%. Elle sera,

à cette allure, amortie dans cinq ou six ans et dès lors — nos industriels du Québec doivent y songer — le coût de distribution de l'électricité tombera, en Ontario, de 60%. Ce qui veut dire pour la clientèle, réduction nouvelle, aménagements nouveaux, tous à son avantage.

Et ces villes, peu populeuses parfois, qui se sont donné un réseau de distribution, comme Toronto, Hamilton, London et Kitchener, non seulement servent leurs contribuables à meilleur compte que Montréal — parfois à un prix inférieur de la moitié, voire des deux tiers, mais en outre, se trouvent propriétaires de belles installations presque entièrement acquittées. Voici en tableau la situation de quelques-unes:

	ACTIF	PASSIF
Toronto.....	\$ 75,937,533	20,178,455
Hamilton.....	12,752,178	3,167,266
London.....	6,949,546	802,716
Kitchener.....	2,944,027	294,816

(Ces actifs englobent leur quote-part dans le réseau provincial.)

Montréal, cependant, paie cher et toujours cher; si d'aventure on lui annonce des taux réduits, attendez la note qui d'ordinaire montera au lieu de baisser. Telle consommation mensuelle de 31,860 k. w.h., avec une demande de 115 k. w. coûtait à l'ancien tarif \$726.55; au tarif établi par la Régie de l'Électricité, le 31 janvier 1939, elle coûta \$746.10.

Dans les villes ontariennes mentionnées plus haut, moins populeuses pourtant, les prix eussent été les suivants:

Toronto.....	648,309 âmes	\$ 407.58
Hamilton.....	153,527 "	282.98
London.....	74,281 "	311.25
Kitchener.....	32,550 "	322.70

Les avantages ontariens sont réels et substantiels. Il n'y a donc pas lieu d'hésiter. L'achat de la Beauharnois est une affaire excellente qui peut être, on l'écrivait ici même, « l'aube de notre redressement économique »; l'exemple de l'Hydro ontarienne pourrait convaincre les plus aveugles.

Encore faudra-t-il ne verser que le juste prix. Arrêtons-nous à l'établir.

Faut-il accepter de confiance les chiffres élevés qui circulent ici et là et qu'on a même cités en Chambre? L'achat de la Beauharnois coûterait \$80,000,000? Sans pouvoir fixer le chiffre précis, faute de pièces complètes accessibles au public, on peut assurer que le coût ne devrait guère dépasser les \$50,000,000. On l'établit surtout par l'étude des